

INTERVENTION SUD-SOLIDAIRES
Véronique MOMENTEAU
SÉANCE PLÉNIÈRE DU 13 DÉCEMBRE 2018

Un nouveau phénomène.... Que personne n'a vu venir....
Et soudain le peuple veut devenir souverain

Le mouvement des gilets jaunes met du concret dans le débat public sur l'ensemble de la politique sociale du gouvernement. Plus largement ce sont les politiques libérales mises en œuvre par les gouvernements successifs depuis des décennies qui sont en cause. Fins de mois de plus en plus difficiles, précarisation toujours accrue du travail, injustice fiscale, logements chers, conditions de vie qui se détériorent, telle est la situation subie par la majorité de la population , notamment les femmes, souvent les premières touchées et qui sont très nombreuses à se mobiliser dans ce mouvement.

Parallèlement l'évasion fiscale n'a jamais été aussi importante et les plus riches se sont vu offrir de multiples allègements d'impôts : suppression de l'ISF, flat tax , exit tax allégée, baisse de l'impôt sur les sociétés...

Dans ces conditions, l'augmentation des taxes sur les carburants, après la limitation de la vitesse à 80km/h et le renforcement des points de contrôle technique des automobiles, est apparue comme «la goutte d'eau qui a fait déborder le vase». Pourtant, d'autres solutions existent : revoir l'utilisation du CICE, taxer les multinationales sur le chiffre d'affaires, prendre de réelles mesures contre la fraude fiscale, le travail dissimulé et les paradis fiscaux.

Ce mouvement met également en évidence le lien entre la question sociale et les impératifs écologiques : les plus grands pollueurs sont exonérés de toute participation, les principales causes du réchauffement climatique ne sont pas traitées. Le modèle du logement social en France est en mis en péril par sa marchandisation au profit des grands groupes privés et trop d'habitations sont de vrais passoires thermiques Ce n'est certainement pas aux classes moyennes et populaires de payer à eux seuls la transition écologique.

Le mouvement actuel a le mérite de montrer comment, quand une fraction de la population qui n'est rien ,les sans dent, ceux qui ne traverse pas la rue et pour qui on dépense un pognon de dingue se mobilise, elle peut secouer toute la société, se faire craindre des gouvernants. Il montre que des milliers de personnes peuvent apprendre à s'organiser et à agir collectivement.

La jeunesse peut prendre toute sa place dans une contestation bien plus générale de la société, de ses inégalités, de l'absurdité de son fonctionnement économique, où les fruits du travail de tous ne profitent qu'à quelques-uns.

L'Union syndicale Solidaires de Nouvelle Aquitaine se félicite que notre Union syndicale nationale n'aie pas signé le texte rendu public par toutes les autres organisations à la suite d'une réunion qui s'est tenue le 6 décembre.

La colère sociale exprimée depuis plusieurs semaines par les gilets jaunes et les maigres reculs consentis ne peuvent être transformés en «négociations» de circonstances voulues par le gouvernement. Cette colère n'est plus canalisable par de faux semblants.

Nous portons et continuerons à porter dans le champ syndical la parole de ceux et celles qui considèrent que la construction de convergence de luttes entre les lycéens, retraité-es, étudiant-es, salarié-es précaires, chômeurs, et toutes celles et ceux qui se battent pour la justice sociale, la justice environnementale est à mener.

Nous avons appelé pour que se réalise dès le 8 décembre la convergence entre alarmes climatiques et sociales. Nous appelons à amplifier les mobilisations

Notre Organisation met à disposition son outil syndical partout où cela sera possible.

Les marches pour le climat ont elles aussi réuni un nombre très important de manifestant-es pour obtenir la mise en place de véritables politiques de transformation sociale et écologique.

Alors que la fébrilité du pouvoir est palpable, ces mobilisations sociales et lycéennes interviennent à un moment clé pour l'économie française : les achats de Noël. En jeu les chiffres d'affaires de la plupart des enseignes, notamment celles de la grande distribution, dont les pertes sont évaluées à plus d'un milliard d'euros. Le blocage de l'économie afin d'obtenir la mise en place de politiques sociales est donc possible.

Pour Solidaires, les annonces gouvernementales doivent prendre en compte la période en remettant en cause toutes les réformes prévues, et en répondant aux revendications de justice sociale, fiscale et écologique.